

# Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Val-Morin \_\_\_\_\_

Code géographique : 78005 \_\_\_\_\_

Type d'organisme municipal : Municipalité locale \_\_\_\_\_

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

## **Section I - États financiers**

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Delage, atteste la véracité du rapport financier

de Val-Morin pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.  
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature \_\_\_\_\_ Date 2016-03-30

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
<b>Renseignements non audités</b>	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
<b>Section II</b>	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

## **Section I - États financiers**

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

**Fondement de l'opinion avec réserve**

Le Municipalité n'a pas comptabilisé, aux 31 décembre 2015 et 2014 à l'état de la situation financière, des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations devant être financées ou non par emprunts pour lesquels les travaux ont été réalisés. Cette situation constitue une dérogation à la nouvelle norme comptable sur les paiements de transfert (Normes comptables canadiennes pour le secteur public) qui prévoit la comptabilisation des subventions lorsqu'elles sont autorisées par le gouvernement à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que les bénéficiaires ont satisfait aux critères d'admissibilité. Par ailleurs, l'article 24.1 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), entré en vigueur le 14 juin 2013, énonce que la seule partie d'un transfert pluriannuel qui doit être comptabilisée dans l'année financière du gouvernement est celle qui est exigible et autorisée par le Parlement. La comptabilisation de ces paiements de transfert comme le prescrit la norme comptable entraînerait les ajustements suivants sur les états financiers de la Municipalité :

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

	Augmentation / (Diminution) 2015	2014
<u>État de la situation financière</u>	-----	-----
Débiteurs	2 606 832 \$	3 073 027 \$
Excédent accumulé		
- Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	2 606 832 \$	3 073 027 \$
<u>État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales</u>		
Transferts	(466 195)\$	(428 819)\$
Remboursement de la dette à long terme	(466 195)\$	(428 819)\$

### Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA  
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2016-03-30



**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**

---

[Original signé par]

DATE \_\_\_\_\_

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
RÉSULTATS DÉTAILLÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	5 137 286	5 198 998			5 198 998	5 074 212
Compensations tenant lieu de taxes	2	48 230	21 610			21 610	49 907
Quotes-parts	3						
Transferts	4	569 189	603 496			603 496	599 454
Services rendus	5	91 109	158 750			158 750	214 060
Imposition de droits	6	180 300	174 060			174 060	234 398
Amendes et pénalités	7	19 500	29 698			29 698	22 438
Intérêts	8	80 100	106 388			106 388	110 072
Autres revenus	9	15 700	24 310			24 310	(29 462)
	10	6 141 414	6 317 310			6 317 310	6 275 079
<b>Investissement</b>							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		98 497			98 497	102 791
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		49 343			49 343	1
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		147 840			147 840	102 792
	18	6 141 414	6 465 150			6 465 150	6 377 871
<b>Charges</b>							
Administration générale	19	844 164	850 938	21 493		872 431	831 899
Sécurité publique	20	578 712	601 086	41 564		642 650	643 939
Transport	21	1 502 675	1 533 703	570 199		2 103 902	2 225 474
Hygiène du milieu	22	599 668	549 979	227 905		777 884	765 615
Santé et bien-être	23	5 000	2 256			2 256	3 873
Aménagement, urbanisme et développement	24	212 682	202 812			202 812	170 856
Loisirs et culture	25	579 693	630 445	50 951		681 396	689 721
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	483 283	465 542			465 542	588 454
Amortissement des immobilisations	28	971 118	912 112	( 912 112 )			
	29	5 776 995	5 748 873			5 748 873	5 919 831
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	30	364 419	716 277			716 277	458 040

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	364 419	716 277	458 040
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 147 840 ) (	( 102 792 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	364 419	568 437	355 248
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	971 118	912 112	922 178
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			83 198
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	971 118	912 112	1 005 376
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			99 950
Remboursement de la dette à long terme	17 (	1 214 966 ) (	1 215 793 ) (	1 460 976 )
	18	(1 214 966)	(1 215 793)	(1 361 026)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	15 000 ) (	74 087 ) (	28 619 )
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21			
Réserves financières et fonds réservés	22	(105 571)	(95 959)	140 013
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(120 571)	(170 046)	111 394
	26	(364 419)	(473 727)	(244 256)
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		94 710	110 992

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1		147 840	102 792
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Acquisition				
Administration générale	2 (	15 000 )	34 105 )	18 999 )
Sécurité publique	3 (	) (	) (	78 253 )
Transport	4 (	479 564 )	325 659 )	13 751 )
Hygiène du milieu	5 (	552 987 )	156 257 )	175 707 )
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	) (	) (	) (
Loisirs et culture	8 (	30 308 )	96 112 )	175 333 )
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (
	10 (	1 077 859 )	612 133 )	462 043 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Acquisition	11 (	) (	) (	) (
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales</b>				
Émission ou acquisition	12 (	) (	) (	) (
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités d'investissement	13		(86 060)	(91 141)
<b>Affectations</b>				
Activités de fonctionnement	14	15 000	74 087	28 619
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		97 268	50 299
Excédent de fonctionnement affecté	16		14 593	
Réserves financières et fonds réservés	17		202 901	18 999
	18	15 000	388 849	97 917
	19	(1 062 859)	(309 344)	(455 267)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	(1 062 859)	(161 504)	(352 475)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
CHARGES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Rémunération</b>	1	1 444 224	1 390 501	1 540 811
<b>Charges sociales</b>	2	309 679	305 092	319 679
<b>Biens et services</b>	3	1 899 222	1 928 565	1 989 646
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	479 283	459 354	572 657
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	4 000	6 188	15 797
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	370 179	378 706	354 741
Autres	10			15 800
Autres organismes	11	265 390	286 679	144 790
<b>Amortissement des immobilisations</b>	12	971 118	912 112	922 178
<b>Autres</b>				
- Subvention à des particuliers	13	33 900	15 144	16 913
- Créances douteuses	14		18 624	16 343
- Autres	15		47 908	10 476
	16	5 776 995	5 748 873	5 919 831

**ÉTAT DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	5 137 286	5 198 998	5 074 212
Compensations tenant lieu de taxes	2	48 230	21 610	49 907
Quotes-parts	3			
Transferts	4	569 189	701 993	702 245
Services rendus	5	91 109	158 750	214 060
Imposition de droits	6	180 300	174 060	234 398
Amendes et pénalités	7	19 500	29 698	22 438
Intérêts	8	80 100	106 388	110 072
Autres revenus	9	15 700	73 653	(29 461)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	6 141 414	6 465 150	6 377 871
<b>Charges</b>				
Administration générale	12	865 657	872 431	831 899
Sécurité publique	13	620 646	642 650	643 939
Transport	14	2 087 506	2 103 902	2 225 474
Hygiène du milieu	15	856 385	777 884	765 615
Santé et bien-être	16	5 000	2 256	3 873
Aménagement, urbanisme et développement	17	212 682	202 812	170 856
Loisirs et culture	18	645 836	681 396	689 721
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	483 283	465 542	588 454
	21	5 776 995	5 748 873	5 919 831
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	22	364 419	716 277	458 040
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		10 065 915	9 589 129
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24		(18 746)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		10 047 169	9 589 129
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	26		10 763 446	10 047 169

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014 Redressées note 20
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	364 419	716 277	458 040
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 077 859 ) (	612 133 ) (	462 043 )
Produit de cession	3			
Amortissement	4	971 118	912 112	922 178
(Gain) perte sur cession	5			83 198
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(106 741)	299 979	543 333
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		9 052	(3 855)
Variation des autres actifs non financiers	10		7 995	(7 264)
	11		17 047	(11 119)
	12	257 678	1 033 303	990 254
<b>Gains (pertes) de réévaluation nets</b>	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	257 678	1 033 303	990 254
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(15 082 731)	(16 072 985)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(15 082 731)	(16 072 985)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	18		(14 049 428)	(15 082 731)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		<b>2015</b>	<b>2014</b> Redressé note 20
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Encaisse	1	902 674	1 097 907
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	628 863	691 169
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<b>1 531 537</b>	<b>1 789 076</b>
<b>PASSIFS</b>			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	436 394	478 658
Revenus reportés (note 12)	13	8 705	25 788
Dette à long terme (note 13)	14	15 135 866	16 367 361
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<b>15 580 965</b>	<b>16 871 807</b>
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	17	<b>(14 049 428)</b>	<b>(15 082 731)</b>
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	18	24 658 744	24 958 723
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	152 343	161 395
Autres actifs non financiers (note 17)	21	1 787	9 782
	22	<b>24 812 874</b>	<b>25 129 900</b>
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	<b>10 763 446</b>	<b>10 047 169</b>

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.



**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	716 277	458 040
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	912 112	922 178
Autres			
- Perte sur disposition	3		83 198
-	4		
	5	1 628 389	1 463 416
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	62 306	110 813
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(42 264)	(213 142)
Revenus reportés	9	(17 083)	17 034
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	9 052	(3 855)
Autres actifs non financiers	13	7 995	(7 264)
	14	1 648 395	1 367 002
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 612 133 )	( 462 043 )
Produit de cession	16		
	17	(612 133)	(462 043)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(            )	(            )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(            )	(            )
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
<b>Activités de financement (note 23)</b>			
Émission de dettes à long terme	24		92 739
Remboursement de la dette à long terme	25	( 1 215 793 )	( 1 460 976 )
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(15 702)	(38 052)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(1 231 495)	(1 406 289)
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	31	(195 233)	(501 330)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice</b>	32	1 097 907	1 599 237
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)</b>	33	902 674	1 097 907

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

### 1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

### 2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

#### A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

#### B) Comptabilité d'exercice

##### Estimations comptables

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

Les recettes et dépenses sont comptabilisées selon la méthode d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

#### C) Actifs financiers

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) Passifs****Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

**E) Actifs non financiers****Stocks**

Les stocks de fournitures sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont présentées au bilan à la valeur amortie.

L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur les durées suivantes :

Infrastructures	40 ans
Bâtiments	40 ans
Parcs et terrains de jeux	20 ans
Machinerie lourde	15 ans
Véhicules	10 ans
Outillage et équipement	10 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Équipements informatiques	5 ans

**F) Revenus de transfert**

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilités ont été respectés par la Municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La Municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**G) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives à la TVQ :
- au fur et à mesure du remboursement au fonds général.

**I) Instruments financiers**

S.O.

**J) Autres éléments****Affectations**

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant des comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus, ni des dépenses de fonctionnement.

**3. Modification de méthodes comptables**

Le 1er janvier 2015, la Municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a aucune incidence sur le rapport financier de la Municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>4. Encaisse et placements affectés</b>			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>5. Débiteurs</b>			
Taxes municipales	4	437 873	430 884
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	50 663	45 462
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	34 740	88 323
Organismes municipaux	8	35 522	27 989
Autres			
- Intérêts taxes	9	63 865	58 704
- Autres	10	6 200	39 807
	11	628 863	691 169
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	12 917	13 374
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>6. Prêts</b>			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
<b>Note</b>			
<hr/>			
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
<b>8. Avantages sociaux futurs</b>			
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	( _____ )	( _____ )
	27	_____	_____
<b>Charge de l'exercice</b>			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30	62 135	65 852
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	9 741	9 502
	33	71 876	75 354
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
<b>Note</b>			
<b>9. Autres actifs financiers</b>			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
<b>Note</b>			
<b>10. Emprunts temporaires</b>			
<b>11. Crédoiteurs et charges à payer</b>			
Fournisseurs	37	203 268	171 519
Salaires et avantages sociaux	38	142 347	141 648
Dépôts et retenues de garantie	39	13 351	56 104
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus	43	57 167	68 503
- Autres	44	20 261	40 884
-	45		
-	46		
-	47		
	48	436 394	478 658
<b>Note</b>			
<b>12. Revenus reportés</b>			
Taxes perçues d'avance	49	4 168	4 423
Transferts	50		
Autres			
- Excédent actuariel CARRA	51		2 619
- Fonds PTJ	52	4 537	18 746
	53	8 705	25 788
<b>Note</b>			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
<b>13. Dette à long terme</b>							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,30	5,01	2016	2020	54	15 138 855	16 336 058
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,50	10,93	2016	2017	60	110 607	129 197
Autres					61		
					62	15 249 462	16 465 255
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	( 113 596 )	( 97 894 )
					64	15 135 866	16 367 361

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>			<u>Total 2015</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2016	65	73	1 229 424	81	111 768	90	98	1 341 192
2017	66	74	2 884 558	82	1 268	91	99	2 885 826
2018	67	75	4 666 451	83		92	100	4 666 451
2019	68	76	917 816	84		93	101	917 816
2020	69	77	5 440 606	85		94	102	5 440 606
2021 et +	70	78		86		95	103	
	71	79	15 138 855	87	113 036	96	104	15 251 891
Intérêts et frais accessoires				88	( 2 429 )		105	( 2 429 )
	72	80	15 138 855	89	110 607	97	106	15 249 462

**Note**

		2015	2014
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(11 442 596)	(12 009 704)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(2 606 832)	(3 073 027)
Autres	109		
	110	(14 049 428)	(15 082 731)

**Note**



**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	111	7 504 487	139		166		193	7 504 487
Eaux usées	112	624 481	140		167		194	624 481
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	10 745 055	141		168		195	10 745 055
Autres	114	793 945	142	108 870	169		196	902 815
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	6 801 176	144	305 277	171		198	7 106 453
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	1 997 234	146	198 224	173		200	2 195 458
Ameublement et équipement de bureau	119	274 474	147		174		201	274 474
Machinerie, outillage et équipement divers	120	1 607 638	148	11 043	175		202	1 618 681
Terrains	121	2 493 010	149		176		203	2 493 010
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>32 841 500</u>	151	<u>623 414</u>	178		205	<u>33 464 914</u>
Immobilisations en cours	124	<u>1 642 467</u>	152	<u>(11 281)</u>	179		206	<u>1 631 186</u>
	125	<u>34 483 967</u>	153	<u>612 133</u>	180		207	<u>35 096 100</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	126	3 044 899	154	192 777	181		208	3 237 676
Eaux usées	127	144 979	155	10 447	182		209	155 426
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	2 648 353	156	320 994	183		210	2 969 347
Autres	129	221 228	157	35 701	184		211	256 929
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	818 694	159	175 295	186		213	993 989
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	1 252 086	161	93 066	188		215	1 345 152
Ameublement et équipement de bureau	134	259 360	162	6 855	189		216	266 215
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 135 645	163	76 977	190		217	1 212 622
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>9 525 244</u>	165	<u>912 112</u>	192		219	<u>10 437 356</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	138	<u>24 958 723</u>					220	<u>24 658 744</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	200 443	224		226		228	200 443
Amortissement cumulé	222	( 31 613 )	225	( 10 436 )	227	( )	229	( 42 049 )
Valeur comptable nette	223	<u>168 830</u>					230	<u>158 394</u>

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	231	
Immeubles industriels municipaux	232	
Autres	233	
	234	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	

**Note**

<b>17. Autres actifs non financiers</b>			
Frais payés d'avance	237	1 787	9 782
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	1 787	9 782

**Note****18. Obligations contractuelles**

La Municipalité s'est engagée par baux et par contrats auprès de certains fournisseurs. Le solde des engagements suivant ces baux et contrats s'établit à 549 130 \$. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices sont les suivants :

2016	-	303 597 \$
2017	-	123 590 \$
2018	-	121 943 \$

**19. Éventualités****a) Cautionnement et garantie**

La Municipalité dispose, tout au long de l'année, d'une marge de crédit de 50 000 \$ et elle dispose également d'une marge de crédit supplémentaire de 450 000 \$ entre les mois d'avril à février, les deux marges de crédit portent intérêts au taux préférentiel de la Banque et sont renouvelables le 31 mai 2015.

**b) Auto-assurance**

S.O

**c) Poursuites**

La Municipalité fait l'objet de réclamations totalisant 82 700 \$ de la part de contribuables à titre de dommages qu'ils prétendent avoir subis suite aux agissements des représentants de la Municipalité. La Municipalité fait valoir ses droits relativement à ces dossiers et il est, de l'avis de la direction, actuellement impossible d'évaluer le

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

---

dénouement de ces litiges et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans ces affaires, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

De plus, la Municipalité fait l'objet d'une réclamation de 798 441 \$ de la part d'un soumissionnaire suite à un appel d'offres pour la réfection de rues. La Municipalité a contesté cette réclamation et la direction est d'avis que les soumissions déposées n'étaient pas conformes et fera valoir ses prétentions devant les tribunaux. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans cette affaire, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

La Municipalité fait, de plus, l'objet d'une réclamation de 1 289 948 \$ de la part d'un contribuable suite aux dommages causés par un incendie, pour lesquels, selon le contribuable, la Municipalité serait responsable. Il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement du litige et le montant que la Municipalité pourrait, le cas échéant, devoir verser. De plus, comme les assureurs de la Municipalité ont pris faits et cause de la Municipalité dans cette affaire, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

**d) Autres**

S.O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**20. Redressement aux exercices antérieurs**

Redressements aux exercices antérieurs

Pour tenir compte de directives reçues du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et pour se conformer aux normes comptables pour le secteur public, la comptabilisation et la présentation de certains revenus et fonds réservés ont été corrigées. Ainsi, les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été retraités. En conséquence de ce retraitement, les postes décrits ci-après, aux états financiers au 31 décembre 2014 ont été augmentés (diminués) des montants suivants :

État de la situation financière au 31 décembre 2014

Revenus reportés	18 746 \$
Excédent accumulé	
- Fonds réservé	(18 746)\$

État des résultats au 31 décembre 2014

Autres revenus	(18 746)\$
Excédent (déficit) de l'exercice	(18 746)\$
Excédent accumulé au 1er janvier 2014	-
Excédent accumulé au 31 décembre 2014	(18 746)\$

État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) au 31 décembre 2014

Actifs financiers nets (dette nette) au 1er janvier 2014	-
Excédent (déficit) de l'exercice	(18 746)\$
Actifs financiers nets (dette nette) au 31 décembre 2014	18 746 \$

État de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales de l'exercice terminé le 31 décembre 2014

Autres revenus	(18 746)\$
Affectations - Réserves financières et fonds réservé	18 746 \$
Excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	-

**21. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget de l'organisme municipal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**22. Instruments financiers**

S.O.

		2015	2014
<b>23. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	902 674	1 097 907
Découvert bancaire	242	( )	( )
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	( )	( )
-	249	( )	( )
-	250	( )	( )
-	251	( )	( )
-	252	( )	( )
-	253	( )	( )
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>254</b>	<b>902 674</b>	<b>1 097 907</b>

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

**Note**

La politique de la Municipalité consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires, incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le positif et le négatif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**24. Fonds local d'investissement**

	2015	2014
<b>RÉSULTATS</b>		
<b>Revenus</b>		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
<b>Charges</b>		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	265	

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**

<b>Actifs</b>			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	( )	( )
	271		
	272		
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	277		

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**25. Fonds local de solidarité****2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	) (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

---

**Note sur la dette à long terme**

---

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

---

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**26. Événements postérieurs à la date du bilan**

La Municipalité a donné son accord à la création et à son adhésion en vertu d'une entente intermunicipale à être approuvée par le MAMOT, à la Régie incendie des Monts. Cette dernière assurera le service de protection contre les incendies des municipalités adhérentes.

La Régie incendie des Monts sera un organisme sous le contrôle partagé des municipalités adhérentes en vertu d'un partenariat de type non commercial. Ainsi, la Municipalité comptabilisera dans ces états financiers consolidés, à compter de la date de son adhésion, sa quote-part des actifs, passifs, revenus et dépenses relatives à ce partenariat.

---

**27. Chiffres comparatifs**

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

---



**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 258 235	260 793
Excédent de fonctionnement affecté	2 458	15 051
Réserves financières et fonds réservés	3 242 185	345 380
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ( 91 213 ) (	99 950 )
Financement des investissements en cours	5 389 282	554 533
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 9 964 499	8 971 362
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	10 763 446	10 047 169
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>		
Administration municipale	9 258 235	260 793
Organismes contrôlés	10	11
	258 235	260 793
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Comité FLP	12 458	15 051
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 458	15 051
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 458	15 051
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 120 625	223 305
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 121 560	117 813
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Frais de financement	41	4 262
-	42	
-	43	
-	44	
	45 242 185	345 380
	46 242 185	345 380

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 ( ) ( )	( )
Intérêts sur la dette à long terme	48 ( ) ( )	( )
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	50 ( ) ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ( ) ( )	( )
Autres	52 ( ) ( )	( )
Régimes non capitalisés	53 ( ) ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ( ) ( )	( )
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ( ) ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ( ) ( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	57 ( ) ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ( ) ( )	( )
Autres	59 ( ) ( )	( )
-	60 ( ) ( )	( )
-	61 ( ) ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ( 91 213 ) ( )	( 99 950 )
Autre financement	63 ( ) ( )	( )
	64 ( 91 213 ) ( )	( 99 950 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	65 389 282	554 533
Investissements à financer	66 ( ) ( )	( )
	67 389 282	554 533
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 24 658 744	24 958 723
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 24 658 744	24 958 723
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 15 135 866	16 367 361
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 113 596	97 894
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 ( ) ( )	( )
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 ( ) ( )	( )
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 ( 91 213 ) ( )	( 99 950 )
	79 15 158 249	16 365 305
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (464 004)	(377 944)
	81 14 694 245	15 987 361
	82 9 964 499	8 971 362

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ( )	( )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ( )	( )
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	33	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	34 ( )	( )
Rendement espéré des actifs	35	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	36	
Charge de l'exercice	37	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	( _____ ) ( _____ )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%                      %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%                      %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%                      %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%                      %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%                      %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%                      %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

**B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

	2015	2014
<b>Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Passif au début de l'exercice	59	( _____ ) ( _____ )
Charge de l'exercice	60	( _____ ) ( _____ )
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62	( _____ ) ( _____ )
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63	( _____ ) ( _____ )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	( _____ ) ( _____ )

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 ( _____ )	( _____ )	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
<b>Informations complémentaires</b>			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90                   1                  

**Description des régimes et autres renseignements**

Régime de retraite simplifié de l'Industrielle Alliance. L'employeur et l'employé contribuent chacun à des pourcentages variant de 6 % à 7 % du salaire brut de l'employé.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	91 <u>          62 135          </u>	<u>          65 852          </u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur 93		

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94  Oui  
 95  Non

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	6	6

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b> 97	2 891	2 820
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM 98	9 741	9 502
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	9 741	9 502
100	9 741	9 502

**Note**

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES  
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

---

**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	15 249 462
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	2 606 832
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	389 278
Autres		
-	12	
-	13	

---

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	12 253 352
---	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés**

---

Endettement net à long terme	16	12 253 352
------------------------------	----	------------

**Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes**

Municipalité régionale de comté	17	149 263
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	

---

Endettement total net à long terme	20	12 402 615
------------------------------------	----	------------

---

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)

	21	
--	----	--

---

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	12 402 615
---	----	------------

---

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

---

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)

	24	
--	----	--

---

---

## **RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**



**ANALYSE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TAXES</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 611 633	2 642 119	2 534 038
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	929 023	940 061	1 008 347
Activités de fonctionnement	3	558 335	564 961	
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	16 295	16 481	16 441
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 115 286	4 163 622	3 558 826
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	198 997	197 768	227 343
Égout	11	30 415	30 117	30 106
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	435 381	438 565	436 021
Autres				
-Police	14			385 898
-Taxe parc et environnement	15			183 224
-Autre	16			40 375
Centres d'urgence 9-1-1	17		10 790	11 716
Service de la dette	18	357 207	358 136	200 703
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	1 022 000	1 035 376	1 515 386
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	1 022 000	1 035 376	1 515 386
	26	5 137 286	5 198 998	5 074 212

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	18 457	46 593
	35	18 457	46 593
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
	39		
	40	18 457	46 593
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	41	2 521	2 599
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42		
Taxes d'affaires	43		
	44	2 521	2 599
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49	632	715
	50	632	715
	51	21 610	49 907

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS</b>			
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	52		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	53	7 746	
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	20 000	10 000
Enlèvement de la neige	58	9 000	9 006
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66	236 636	238 124
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68	236 544	233 924
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		27 849
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	67 964	61 239
Tri et conditionnement	73	27 811	
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	86		17 253
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	18 083	(2 315)
<b>Réseau d'électricité</b>	89		
	90	569 005	599 270

**ANALYSE DES REVENUS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	91		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105	61 837	60 319
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107	24 223	23 611
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	125	12 437	18 861
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
<b>Réseau d'électricité</b>	128		
	129	98 497	102 791

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134	184	184	184
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	184	184	184
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	569 189	701 993	702 245

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES</b>			
<b>MUNICIPAUX</b>			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144	20 000	26 899
Sécurité incendie	145		26 184
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148	20 000	26 899
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		1 850
Enlèvement de la neige	150	2 000	
Autres	151		
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	2 000	1 850
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160		
Tri et conditionnement	161		
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167		
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177	2 500	3 020
Autres	178		2 649
	179	2 500	3 020
Réseau d'électricité			
	180		
	181	24 500	29 919
			30 683

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale	182	9 980	13 829	16 231
Sécurité publique	183	10 000	22 904	15 225
Transport				
Réseau routier	184	2 779	12 426	672
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	5 850	6 590	3 532
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192			
Loisirs et culture	193	38 000	73 082	147 717
Réseau d'électricité	194			
	195	66 609	128 831	183 377
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	196	91 109	158 750	214 060
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	197	20 300	13 569	23 639
Droits de mutation immobilière	198	160 000	160 491	210 759
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	180 300	174 060	234 398
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>	202	19 500	29 698	22 438
<b>INTÉRÊTS</b>	203	80 100	106 388	110 072
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			(83 198)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		10 172	
Autres contributions	210			
Autres	211	15 700	63 481	53 737
	212	15 700	73 653	(29 461)

**ANALYSE DES CHARGES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
Conseil	1	108 828	103 915	21 493	125 408	99 454
Application de la loi	2	15 000	8 323		8 323	14 972
Gestion financière et administrative	3	619 924	616 945		616 945	618 379
Greffe	4					
Évaluation	5	57 855	59 668		59 668	55 047
Gestion du personnel	6					
Autres	7	42 557	62 087		62 087	44 047
	8	844 164	850 938	21 493	872 431	831 899
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
Police	9	364 709	364 709		364 709	385 380
Sécurité incendie	10	207 003	218 836	41 564	260 400	240 284
Sécurité civile	11	500	10 790		10 790	11 716
Autres	12	6 500	6 751		6 751	6 559
	13	578 712	601 086	41 564	642 650	643 939
<b>TRANSPORT</b>						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	748 819	768 125	506 624	1 274 749	1 380 171
Enlèvement de la neige	15	687 754	707 923	63 575	771 498	790 099
Éclairage des rues	16	36 715	32 500		32 500	32 363
Circulation et stationnement	17	12 430	8 248		8 248	6 581
Transport collectif						
Transport en commun	18	16 957	16 907		16 907	16 260
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	1 502 675	1 533 703	570 199	2 103 902	2 225 474



**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	173 528	153 633	190 650	344 283	336 652
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	15 654	13 263	16 015	29 278	28 893
Réseaux d'égout	26	5 000	1 559		1 559	3 923
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	310 102	293 223	17 228	310 451	317 448
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	90 384	80 914	4 012	84 926	78 699
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38	5 000	7 387		7 387	
Autres	39					
	40	599 668	549 979	227 905	777 884	765 615
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>						
Logement social	41	5 000	2 256		2 256	3 873
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	5 000	2 256		2 256	3 873
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	189 919	181 177		181 177	156 245
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50	22 763	21 635		21 635	14 611
Autres	51					
	52	212 682	202 812		202 812	170 856

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>Non audité</b>						
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	7 500	8 141		8 141	9 597
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	164 750	153 272	23 871	177 143	151 137
Parcs régionaux	57	125 373	184 737	20 127	204 864	262 359
Expositions et foires	58	30 500	25 169		25 169	13 801
Autres	59	24 480	25 961		25 961	30 792
	60	352 603	397 280	43 998	441 278	467 686
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	102 497	107 935	3 625	111 560	88 170
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	124 593	125 230	3 328	128 558	133 865
	66	227 090	233 165	6 953	240 118	222 035
	67	579 693	630 445	50 951	681 396	689 721
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
	68					
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	479 283	459 354		459 354	572 657
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	4 000	6 188		6 188	15 797
	73	483 283	465 542		465 542	588 454
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>						
	74	971 118	912 112	( 912 112 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
<b>Autres renseignements non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la MUNICIPALITÉ DE VAL-MORIN (ci-après « la Municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la Municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

[Original signé par]

Comptables professionnels agréés

CHRISTIAN GÉLINAS, CPA auditeur, CA  
Sainte-Agathe-des-Monts

DATE 2016-03-30

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES**

---

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		5 198 998
<b>Ajouter</b>			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
<b>Déduire</b>			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
<b>Revenus de taxes</b>	11		<b>5 198 998</b>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes			1	5 198 998
<b>Ajouter</b>				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u>                    </u>
<b>Total partiel</b>			4	<u>5 198 998</u>
<b>Déduire</b>				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires		5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM		6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base		7	60 512	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1		8	10 790	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation		9	<u>                    </u>	10 <u>71 302</u>
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>			11	<u>5 127 696</u>



**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	1 <u>438 082 100</u>
Évaluation des immeubles imposables effective <sup>1</sup> au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	2 <u>441 394 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>439 738 350</u>

**CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL<sup>3</sup>**

---

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>5 127 696</u>							
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>439 738 350</u>							
<b>Taux global de taxation réel de 2015</b>	6 <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"><tr><td style="width: 20px; height: 20px;"> </td><td style="width: 20px; height: 20px;"> </td><td style="width: 20px; height: 20px;">1</td></tr></table> , <table border="1" style="display: inline-table; vertical-align: middle;"><tr><td style="width: 20px; height: 20px;">1</td><td style="width: 20px; height: 20px;">6</td><td style="width: 20px; height: 20px;">6</td><td style="width: 20px; height: 20px;">1</td></tr></table> / 100 \$			1	1	6	6	1
		1						
1	6	6	1					

---

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES<sup>1</sup>  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 <sup>er</sup> janvier 2015 <sup>2</sup>	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 <sup>2</sup>	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

---

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1<sup>er</sup> janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

---

## **AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

		Budget 2015	Réalizations 2015	Réalizations 2014
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	427 987		
Usines de traitement de l'eau potable	2		132 005	34 038
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	125 000	24 252	141 669
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	68 283	21 131	6 597
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8		94 277	
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	30 308	86 790	
Autres infrastructures	11			2 611
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	15 000	34 105	89 585
Édifices communautaires et récréatifs	14		5 109	135 324
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	196 281	198 224	(6 893)
Ameublement et équipement de bureau	18			18 999
Machinerie, outillage et équipement divers	19	215 000	16 240	40 112
Terrains	20			1
Autres	21			
	22	1 077 859	612 133	462 043

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24		132 005	34 038
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		21 131	6 597
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		24 252	141 669
Autres infrastructures	32		181 067	2 611
Autres immobilisations	33		253 678	277 128
	34		612 133	462 043

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>		<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>Augmentation</b>	<b>Diminution</b>	<b>Solde au 31 décembre</b>
<b>Dettes à long terme</b>					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	16 336 058		1 197 203	15 138 855
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	129 197		18 590	110 607
Autres	6				
	7	16 465 255		1 215 793	15 249 462
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	1 632 217		117 000	1 515 217
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	11 760 011		632 598	11 127 413
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	13 392 228		749 598	12 642 630
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	3 073 027		466 195	2 606 832
Prêts	23				
Autres	24				
	25	3 073 027		466 195	2 606 832
	26	16 465 255		1 215 793	15 249 462
Dettes en cours de refinancement	27	( )		( )	
Reclassement / Redressement	28				
	29	16 465 255		1 215 793	15 249 462

**Note**

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		<b>Budget 2015</b>	<b>Réalisations 2015</b>	<b>Réalisations 2014</b>
<b>Administration générale</b>				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	67 306	67 270	58 496
Autres	3	79 415	81 233	75 688
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4			
Sécurité incendie	5	6 452	6 449	5 928
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	16 957	16 907	16 260
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	181 595	185 760	181 705
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	14 263	14 256	13 522
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22	4 191	6 831	3 142
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>	24			
	25	370 179	378 706	354 741

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	2,25	40,00	206 572	48 294	254 866
Professionnels	2					
Cols blancs	3	9,35	35,00	418 335	90 947	509 282
Cols bleus	4	11,74	40,00	582 645	140 121	722 766
Policiers	5					
Pompiers	6	1,85	3,70	104 897	8 681	113 578
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	25,19		1 312 449	288 043	1 600 492
Élus	9	7,00		78 052	17 049	95 101
	10	32,19		1 390 501	305 092	1 695 593

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	236 544	24 223			260 767
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	341 456	61 837		37 933	441 226
	17	578 000	86 060		37 933	701 993

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
<b>Administration générale</b>											
Application de la loi	1	8 323	27		53	8 323	79		105	8 323	131
Évaluation	2	59 668	28		54	59 668	80		106	59 668	132
Autres	3	782 947	29	21 493	55	804 440	81	13 829	107	790 611	133
	4	850 938	30	21 493	56	872 431	82	13 829	108	858 602	134
<b>Sécurité publique</b>											
Police	5	364 709	31		57	364 709	83	26 899	109	337 810	135
Sécurité incendie	6	218 836	32	41 564	58	260 400	84	22 904	110	237 496	136
Sécurité civile	7	10 790	33		59	10 790	85		111	10 790	137
Autres	8	6 751	34		60	6 751	86		112	6 751	138
	9	601 086	35	41 564	61	642 650	87	49 803	113	592 847	139
<b>Transport</b>											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	768 125	36	506 624	62	1 274 749	88	12 426	114	1 262 323	140
Enlèvement de la neige	11	707 923	37	63 575	63	771 498	89		115	771 498	141
Autres	12	40 748	38		64	40 748	90		116	40 748	142
Transport collectif	13	16 907	39		65	16 907	91		117	16 907	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 533 703	41	570 199	67	2 103 902	93	12 426	119	2 091 476	145
<b>Hygiène du milieu</b>											
<b>Eau et égout</b>											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	153 633	42	190 650	68	344 283	94	6 590	120	337 693	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18	13 263	44	16 015	70	29 278	96		122	29 278	148
Réseaux d'égout	19	1 559	45		71	1 559	97		123	1 559	149
<b>Matières résiduelles</b>											
Déchets domestiques et assimilés	20	293 223	46	17 228	72	310 451	98		124	310 451	150
Matières recyclables	21	80 914	47	4 012	73	84 926	99		125	84 926	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	7 387	50		76	7 387	102		128	7 387	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	549 979	52	227 905	78	777 884	104	6 590	130	771 294	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
			+	=	-		=					
<b>Santé et bien-être</b>												
Logement social	157	2 256	172	187	2 256	202	217	2 256	232	6 356		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			
	160	2 256	175	190	2 256	205	220	2 256	235	6 356		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	181 177	176	191	181 177	206	221	181 177	236			
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237			
Promotion et développement économique	163	21 635	178	193	21 635	208	223	21 635	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	202 812	180	195	202 812	210	225	202 812	240			
<b>Loisirs et culture</b>												
Activités récréatives	166	397 280	181	43 998	441 278	211	73 082	368 196	241	79 162		
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	107 935	182	3 625	111 560	212	3 020	108 540	242			
Autres	168	125 230	183	3 328	128 558	213		128 558	243			
	169	630 445	184	50 951	681 396	214	76 102	605 294	244	79 162		
<b>Réseau d'électricité</b>	170		185	200		215	230		245			
	171	4 371 219	186	912 112	5 283 331	216	158 750	5 124 581	246	465 542		



**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		<b>2015</b>	<b>2014</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	612 133	462 043
<b>Frais de financement</b>	4		
<b>Autres</b>	5		
	6	612 133	462 043

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

		2015	2014
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	1	260 793	203 976
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	260 793	203 976
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	94 710	110 992
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	(97 268)	(50 299)
Excédent de fonctionnement affecté	7		(8 038)
Réserves financières et fonds réservés	8		4 162
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(2 558)	56 817
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	12	258 235	260 793
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Solde au début de l'exercice	13	15 051	7 013
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	15 051	7 013
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17	(14 593)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		8 038
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(14 593)	8 038
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	22	458	15 051
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Solde au début de l'exercice	23	345 380	508 554
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	345 380	508 554
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	95 959	(140 013)
Activités d'investissement	27	(202 901)	(18 999)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		(4 162)
Financement des investissements en cours	29	3 747	
	30	(103 195)	(163 174)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	31	242 185	345 380

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité**

	2015	2014
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Solde au début de l'exercice	32 ( 99 950 )	( )
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ( 99 950 )	( )
<b>Augmentation de l'exercice</b>		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ( )	( )
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ( )	( )
Autres	37 ( )	( )
Régimes non capitalisés	38 ( )	( )
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ( )	( )
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ( )	( )
Utilisation du fonds général		
Utilisation du fonds de roulement	41 ( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ( )	( )
Autres	43 ( )	( )
	44 ( )	( )
	45 ( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ( )	( 99 950 )
Autre financement	47 ( )	( )
	48 ( )	( 99 950 )
<b>Diminution de l'exercice</b>		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50 8 737	
	51 8 737	
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	52 ( 91 213 )	( 99 950 )
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Solde au début de l'exercice	53 554 533	907 008
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 554 533	907 008
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
	56 (161 504)	(352 475)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58 (3 747)	
	59 (3 747)	
	60 (165 251)	(352 475)
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	61 389 282	554 533
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Solde au début de l'exercice	62 8 971 362	7 962 578
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 8 971 362	7 962 578
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
Variation résiduelle de l'exercice	66 993 137	1 008 784
	67 993 137	1 008 784
<b>Solde à la fin de l'exercice</b>	68 9 964 499	8 971 362

**FONDS DE ROULEMENT  
CAPITAL AUTORISÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER	1	<u>760 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>760 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>760 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

*Non audité*

	Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 117 813	2	3	3 747	4	5 ( ) 6	7 121 560
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ( ) 13	14	
	15 117 813	16	17	3 747	18	19 ( ) 20	21 121 560

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**TAUX DES TAXES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 5 □ 8 □ 5 □ 9 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 7 □ 0 □ 8 □ 1 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 0 , □ 9 □ 0 □ 3 □ 7 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 0 , □ 9 □ 4 □ 5 □ 5 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 1 □ 6 □ 5 □ 9 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 5 □ 8 □ 5 □ 9 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

**TAUX DES TAXES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		<b>Par unité de logement</b>	
Eau	1	1   3   8   ,   0   0   \$	
Égout	2	2   7   5   ,   0   0   \$	
Eau et égout	3	,       \$	
Traitement des eaux usées	4	,       \$	
Matières résiduelles	5	1   9   2   ,   0   0   \$	

**% de la valeur locative****Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Pavage Val-Royal	,0206	1	
Pavage Beaulne	,0396	1	
Ouverture de valve	100,0000	4	
Eau commerce		7	selon type de commerce
Compensation piscine		7	selon galonnage
Aqueduc Val-David		7	selon tarif établi
Aqueduc Beaux-Arts		7	selon tarif établi
Égout Val-David		7	selon tarif établi
Recyclage et ordure commerce		7	selon volume
Police	,0838	1	
Dette parc régional	44,9800	4	
Dette infr trav publ	14,7700	4	
Aqueduc croissant St-Norbert	253,3100	4	
Aqueduc Leclair et David maison	575,5100	4	
Aqueduc Leclair et David terrain	431,6300	4	
Aqueduc des Bouleaux	20,8700	3	frontage
Pavage Lac-La Salle	,2788	3	Frontage
Pavage Lac-La Salle	45,8600	4	
Pavage Lac-La Salle	,0018	2	
Chambre de surpression	,0296	2	
Aqueduc 14e Avenue	690,0200	4	
Réfection d'aqueduc		7	selon facteur
Pavage Haut-Quartier	522,6500	4	
Quote-part MRC	,0445	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)



**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 050	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
<b>Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement</b>			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 6120, rue Morin  
(no) (rue)  
Val-Morin J0T 2R0  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 324-5670  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-3923  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pdelage@val-morin.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Pierre Delage

Téléphone (819) 324-5670  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 322-3923  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel pdelage@val-morin.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 124, rue Saint-Vincent  
(no) (rue)  
Sainte-Agathe-des-Monts J8C 2B1  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 326-3400  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 326-8839  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christian@amyotgelinas.com

Responsable du dossier Christian Gélinas, CPA auditeur, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM  
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1 .....

Facteur comparatif

2 .....

Valeur uniformisée

3 \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Pierre Delage , atteste que le rapport financier de Val-Morin pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-12 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Val-Morin .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Val-Morin consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Val-Morin détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 716 277 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,1661 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-07 10:10:27

Date de transmission au Ministère : 2016/04/13